



## bulletin d'analyses et de discussions marxistes

[www.npa-debatrevolutionnaire.org](http://www.npa-debatrevolutionnaire.org)

N° 20 - vendredi 22 janvier 2010

### Dans ce numéro :

- Notre solidarité avec les travailleurs et le peuple haïtiens !
- Donner des perspectives au mécontentement
- Élections régionales, une campagne au service de l'unité du monde du travail et de ses exigences

## Notre solidarité avec les travailleurs et le peuple haïtiens !

La tragédie dont est victime le peuple haïtien depuis le tremblement de terre du 12 janvier qui a transformé le pays en un champ de ruines et de désolation, a suscité un élan de solidarité populaire qui tranche avec la lenteur des secours. Une révolte, aussi, devant le déploiement militaire des 10 000 marines dépêchés par les États-Unis et des casques bleus de l'ONU. Certes, il s'agit d'assurer l'acheminement des secours et des vivres, mais aussi et surtout, de s'assurer dès maintenant le contrôle de la population, du pays, des quelques infrastructures qui restent dont l'aéroport. Pour justifier ce déploiement militaire et policier, les télévisions, les journaux mettent en valeur des actes de « pillage » et de violence. Mais comment s'en étonner quand un peuple est condamné à combattre à mains nues, sans eau ni vivres, la catastrophe qui s'est abattue sur lui. Comment s'en étonner quand ceux qui apportent les secours sont les soldats de ceux qui pillent le pays depuis des siècles et qu'ils imposent à la population leur occupation militaire.

La pauvreté, la misère qui frappent la population depuis longtemps ne sont pas une « malédiction » sans explication. Elles sont le produit d'une catastrophe sociale qui s'appelle le colonialisme, l'impérialisme, le pillage des peuples opprimés par les grandes puissances occidentales. La compassion affichée par Obama, Sarkozy et leurs amis est pour beaucoup une hypocrisie, car cette pauvreté, ce dénuement, les États-Unis et la France en portent l'entière responsabilité.

Haïti est devenu indépendant, en 1804, à l'issue d'une révolution dirigée par Toussaint Louverture qui imposa la fin de trois siècles d'esclavage dans les plantations de canne à sucre. Les armées de Napoléon envoyées rétablir l'esclavage furent mises en échec. Mais Haïti dut payer jusqu'en 1888 un lourd tribut à la France pour que celle-ci reconnaisse son indépendance, tribut qui ruina le pays. Ce fut le début du pillage par la dette qui n'a pas cessé après que la France a eu passé la main aux États-Unis. L'esclavage salarié, pour 2 ou 3 dollars par jour aujourd'hui, fit la fortune des capitalistes qui s'étaient appropriés les meilleures terres ou qui contrôlaient le commerce. Les États-Unis soumièrent entièrement l'économie du pays à leurs besoins, ruinant l'agriculture et privant la population de ses moyens de subsistance. C'est pour garantir cette juteuse exploitation que l'État américain intervient en permanence dans la vie politique du pays pour soutenir les dictatures et mater les révoltes, toujours avec la complicité de la France. Ainsi, en 1991, les USA ont-ils aidé au sanglant coup d'État qui renversa le Président Aristide pour mettre au pas le mouvement populaire dont il avait le soutien. En 2004, le pays fut occupé par 6000 militaires et 1400 policiers chargés d'y maintenir, sous l'égide de l'ONU, l'ordre des maîtres du monde.

L'intervention des grandes puissances pour porter secours à Haïti est dans la continuité de cette terrible histoire d'oppression, d'humiliation, de répression, de pillage qui a engendré la profonde misère du peuple haïtien, son dénuement complet. Elle répond davantage aux besoins des grandes puissances, principalement ceux des États-Unis, qu'à ceux du peuple. Les secours ont pour contrepartie le quadrillage du pays par les forces armées, une occupation militaire plus pesante et, dans l'avenir, une intégration encore plus poussée de Haïti à la politique de l'impérialisme américain.

***Débat révolutionnaire*** est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf  
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : [dr@npa-debatrevolutionnaire.org](mailto:dr@npa-debatrevolutionnaire.org)

---

C'est bien pourquoi notre solidarité, nos dons, s'accompagnent d'exigences qui relèvent de la simple justice, du respect du peuple haïtien : l'annulation immédiate de la dette, la fin de l'occupation militaire, l'organisation des secours comme la gestion de l'argent des dons sous le contrôle de la population victime. La France qui héberge toujours l'ancien dictateur, Jean Paul Duvalier, doit restituer au peuple haïtien les 900 millions d'euros de sa fortune personnelle qu'il lui a extorqués au prix de sa sueur et de son sang. Elle doit ouvrir ses frontières à tous les Haïtiens qui demandent l'asile et reconnaître immédiatement les droits des travailleurs sans papiers d'origine haïtienne.

Notre solidarité, c'est aussi la lutte contre la politique de l'Etat français, pour le respect des droits du peuple d'Haïti.

*Galia Trépère*

### Au sommaire

## Donner des perspectives au mécontentement

La manifestation de la Fonction publique du 21 janvier témoigne de la colère qui se développe face aux suppressions d'emplois et plus généralement face à la politique du gouvernement qui veut faire payer la facture de la crise à l'ensemble de la population.

Dans la Fonction publique, les manifestants ont voulu dénoncer leur ras-le-bol face aux mauvais coups qui se multiplient : 100 000 emplois supprimés dans la fonction publique d'Etat depuis 2007, 16 000 suppressions de postes dans l'Éducation nationale pour 2010 (après 13 500 en 2009 et 11 200 en 2008), 3 600 suppressions à la SNCF d'après les syndicats, ... la liste s'allonge.

Cette politique de suppressions d'emplois est aggravée par les différentes contre-réformes du gouvernement : RGPP, loi sur la mobilité passée cet été, mise en application de la loi Bachelot dans la santé, Loi Chatel dans l'Éducation, etc. Les objectifs du gouvernement sont clairs, faire des coupes claires dans les services publics et les budgets sociaux.

Avec 100 000 manifestants, la journée de grève a été suivie. Mais celle-ci reste sans perspectives concrètes, sans politique pour que ce mécontentement puisse faire tâche d'huile, ce qui a pesé sur l'ampleur de la mobilisation.

Après le cycle de luttes de l'année 2009 et le refus des directions syndicales de s'affronter au pouvoir, le sentiment de gâchis face aux réelles possibilités d'inverser le rapport de force pèse sur les salariés. Mais la révolte face à la politique des classes dominantes est loin de s'atténuer. Les luttes dans le privé face aux licenciements ou contre la répression patronale continuent, comme la manifestation de soutien lors du passage au tribunal des « Conti », les grèves à Philips, Freescale, etc. La presse patronale elle-même s'inquiète de voir se redévelopper des luttes sur les salaires, comme à la RATP, à Sanofi ou à Total. Un organisme de DRH de grandes entreprises prévoit même « *des négociations salariales périlleuses* ».

Mais pour peser, encore faut-il que le mécontentement qui s'accumule puisse se retrouver dans une politique capable d'unifier, de donner confiance dans les possibilités de la lutte, dans la légitimité de s'en prendre au capitalisme.

## Le gouvernement orchestre la campagne sur la maîtrise des déficits

Après la crainte d'une contestation sociale d'ampleur en 2009, Fillon a entamé la nouvelle année avec un autre refrain : la croissance sera plus forte que prévue, nous sortons de la crise, « *le temps des efforts budgétaires* » est venu. Et ses fameux efforts, ce sont les suppressions de postes dans la fonction publique, mais aussi les retraites, la santé, etc.

Une véritable campagne s'engage sur le thème des déficits. Sarkozy s'apprête même à organiser le 28 janvier une « *conférence des déficits publics* » avec le Parlement, les collectivités locales et les organismes sociaux dans le but de « *faire pression sur tous les acteurs de la dépense* » comme le dit Woerth.

Mais c'est la propre politique du gouvernement qui a creusé la dette publique lorsqu'il mettait sur la table 360 milliards pour les banques : 320 milliards de liquidités qu'elles pouvaient emprunter à des taux réduits pour spéculer à nouveau et 40 milliards de subventions directes ! A l'époque, Lagarde déclarait même : « *Il n'y aura pas de coût pour l'Etat, mais un bénéfice* »... Au contraire, la dette publique a battu des records en 2009 : rien qu'au 3<sup>ème</sup> trimestre, elle a progressé de près de 30 milliards.

Dans le même temps, les bourses affichaient des progressions spectaculaires : plus 22,32 % pour le CAC 40 en 2009. Les grandes entreprises de l'automobile, comme Renault et Peugeot, profitant des subventions tout en licenciant ou en supprimant des emplois, ont vu bondir leurs actions de près de 95 % !

A propos du scandale des bonus, Lagarde dit qu'elle « *attend des banques de la mesure et de la modération* »... Les traders employés à Paris s'apprêtent à toucher près d'un milliard d'euros de primes en mars, soit l'équivalent de ce que touchent 62 000 personnes payées au smic pendant un an !

Cette campagne sur les déficits a un premier but évident, celui de préparer le terrain aux attaques sur les retraites.

---

Sarkozy et le gouvernement se veulent prudents sur le contenu de la contre-réforme qu'ils veulent imposer, au moins jusqu'aux élections régionales. Mais l'objectif est clair, comme l'a dit Darcos devant le Sénat : « *Dans un pays dont l'espérance de vie s'accroît d'un trimestre chaque année, nous n'avons d'autre solution que de travailler plus longtemps* ».

Dans ce concert de soutien à la politique de Sarkozy, les voix ne manquent pas comme celle de Minc : « *Nos déficits sont aussi sociaux et concernent les retraites et la santé. Il faut jouer sur le niveau des pensions, sur leur indexation et sur la durée de cotisation (...)* La réforme des retraites sera aussi un signe de sérieux adressé au monde entier ».

Le PS vient même d'apporter son soutien par l'intervention publique d'Aubry qui se rallie au passage aux 61 ou 62 ans.

### **... avec le soutien du PS**

Sitôt les mots lâchés, les formules de ralliement se sont mises à fuser au sein du PS : Valls veut un « *pacte national* », Montebourg un « *compromis national* » et Rocard, auteur du livre blanc sur les retraites de 1990, a salué le « *courage* » d'Aubry en soulignant qu'elle « *lève un obstacle* »... à la politique de Sarkozy. Fillon s'est d'ailleurs empressé de se « *réjouir* » de ce florilège de consensus derrière sa politique.

Aspirés par leurs soifs du pouvoir, tous postulent à jouer leur rôle de défenseurs du système capitaliste et des intérêts des classes dominantes. Ce faisant, ils apportent leur soutien à Sarkozy au moment même où il se trouve en difficulté, avec la taxe carbone retoquée et le débat sur l'identité nationale qui se retourne contre lui.

Alors que tous les ralliements se voient au grand jour, donner une perspective au mécontentement est une tâche politique essentielle, d'autant que sur le terrain social, les directions syndicales restent dans leur rôle de « *partenaires sociaux* ».

### **Les directions syndicales engluées dans la politique de Sarkozy**

Comme en témoigne la manifestation du 21 janvier, le mécontentement est bien présent. Mais il reste sans perspective immédiate devant le refus des directions syndicales de mettre en œuvre une politique de réelles convergences des luttes, en commençant déjà par rompre la politique du « *dialogue social* » avec Sarkozy.

C'est justement sur cette politique qu'il compte pour faire passer sa contre-réforme des retraites sans affrontement majeur avec les salariés. Lors de ses vœux aux organisations syndicales, résumés dans un article du Monde par « *continuer ensemble* », il leur a dit ce qu'il attend d'elles : « *Notre pays ne s'est pas déchiré parce que nous avons agi vite, ensemble, avec un sens aigu des responsabilités qui sont les nôtres* ».

Chérèque a d'ailleurs rapidement fait son offre de service, en s'appuyant sur les déclarations d'Aubry : « *L'évolution du discours du Parti socialiste est intéressante. Un consensus sur les retraites serait intelligent. La France n'a pas besoin d'un conflit d'un autre temps sur ce sujet* ».

Quant aux autres organisations syndicales, si elles n'ont pas soutenu le discours d'Aubry, elles acceptent de s'insérer dans le calendrier de Sarkozy et son « *agenda social* » qui commencera dès le 15 février sur les retraites. Mais côté revendications, elles se refusent à formuler la légitimité du retour aux 37,5 annuités pour tous, public et privé, départ à 60 ans avec 75 % du salaire en mettant en accusation la politique du gouvernement qui crée le déficit en subventionnant à fonds perdus.

Conséquence de leur refus de l'affrontement avec le pouvoir en 2009, les capitulations des directions syndicales se poursuivent. Au lieu d'être offensives et de dénoncer la politique de Sarkozy et de ses soutiens de tout bord, elles sont dominées sur le terrain politique, sans volonté d'exprimer la révolte des travailleurs face à la situation.

### **Faire de la politique, offrir une perspective au mécontentement**

Face à la brutalité des attaques, une fraction nombreuse de la jeunesse, des travailleurs, est à la recherche d'une politique pour se battre. Cela se voit dans des grèves, dans les manifestations où des équipes militantes se battent pour qu'elles soient des succès, pour créer des convergences et des liens militants, etc. Mais offrir une perspective au mécontentement est avant tout une tâche qui a lieu sur le terrain politique. Les luttes ne peuvent se libérer du poids des capitulations qu'en contestant consciemment la politique des classes dominantes.

Notre tâche dans une telle situation est de légitimer la révolte face au cynisme du pouvoir, qui veut faire payer la population pour maintenir le parasitisme d'une poignée de privilégiés. Il nous faut donner l'envie de faire de la politique, dans les luttes, dans les élections, pour rompre tous les diagnostics partagés et renforcer la conscience de classe.

C'est sur ce terrain que nous pouvons défendre des revendications, un programme au service des intérêts des travailleurs, des jeunes, pour eux et par eux, afin qu'ils puissent s'en saisir pour mener leurs propres luttes.

**Laurent Delage**

[Au sommaire](#)

---

## Élections régionales, une campagne au service de l'unité du monde du travail et de ses exigences

Alors que les classes dominantes s'engagent dans une fuite en avant, accentuant les aberrations économiques et sociales qui ont conduit à la crise et l'alimentent, les élections régionales du mois de mars apparaissent bien loin des préoccupations du monde du travail. Les tractations, débats et polémiques qui agitent les partis institutionnels avec en ligne de mire l'élection présidentielle de...2012 sont sans rapports avec les inquiétudes, les difficultés, souvent les drames provoqués par la politique du patronat et du gouvernement. La droite au pouvoir voudrait obtenir l'approbation de sa politique au service exclusif d'une minorité de privilégiés et, dans le même temps, avoir sa revanche sur le PS. Mais le discrédit de Sarkozy et de sa politique sème le trouble dans ses propres rangs. L'annonce de la réforme territoriale qui vise à supprimer les conseils régionaux qui vont être élus, après celle de la suppression de la taxe professionnelle, déstabilise la droite donnée par ses propres amis comme devant prendre une « tôle ». Les efforts désespérés du triste Besson, le transfuge du PS aveuglé par l'arrivisme, pour faire de l'UMP le rassembleur de la nation de la gauche à l'extrême droite en flattant les préjugés réactionnaires et racistes, ne suffiront certainement pas à la tirer d'affaire.

Si la droite a du mal à trouver une cohérence politique lui permettant de convaincre les électeurs, le PS en a tout autant à se dégager de ses échecs passés comme de l'aventure Ségolène Royal pour se donner au moins l'apparence d'un parti d'opposition... Lui qui dirige actuellement vingt des vingt-deux régions, voudrait sauvegarder le maximum de positions conquises en 2004. Martine Aubry envisage même le « grand chelem », gagner les deux régions restées à droite en 2004, en faisant le pari que le rejet de l'UMP sera cette fois encore plus fort que le discrédit qui frappe son propre parti dans l'opinion populaire. Dans cette lutte rivale il ne manque pas d'outsiders qui rêvent de profiter des difficultés des deux partis dominants.

Mais tous sont, d'une façon ou d'une autre, confrontés à la même difficulté. L'accentuation de la crise ne laisse aux partis qui n'aspirent qu'à gérer le système et, donc, à servir les classes dominantes, que bien peu de marge de manœuvre. Aubry ne vient-elle pas à son tour de se déclarer pour repousser l'âge de la retraite ? La crise discrédite rapidement les grandes phrases qui visent à convaincre l'opinion que ce qui est bon pour les riches serait bon pour tous !

Cela est d'autant plus difficile qu'il apparaît de plus en plus clairement que la crise est la conséquence de la politique libérale qui n'a pas d'autre horizon que celui de l'économie de marché, de la concurrence et qui soumet entièrement les intérêts de l'ensemble de la population à ceux des classes privilégiés, du patronat. Que la réponse des classes dominantes à la crise est une fuite en avant qui alimente les spéculations financières, les bonus des traders au prix du chômage, de la récession, d'énormes déficits.

Difficile de faire passer la justification de cette politique pour la défense de l'intérêt général !

Il y a une autre réponse à la crise, celle de la défense des intérêts des travailleurs et de la population, une réponse qui remet en cause la mainmise absolue des groupes financiers sur l'économie avec l'aide de l'Etat en s'appuyant sur la mobilisation de la population, son contrôle sur la marche de l'économie et de la société. Le NPA a proposé à toutes les forces politiques qui disent vouloir défendre les intérêts des classes populaires de s'unir pour porter ensemble, par delà les divergences, cette réponse. Il s'agissait, ensemble, de répondre à l'offensive de la droite pour populariser, légitimer, argumenter les réponses qui exigent une rupture avec la logique du profit et de l'économie de marché.

Malheureusement, ni le PC ni le PG ni Lutte ouvrière n'en n'ont voulu. Les premiers pour préserver leur objectif de constituer des majorités de gestion avec le PS et les verts, la dernière pour se réfugier dans une politique de défense des revendications des travailleurs comme s'il était possible de tourner le dos au débat politique sur les institutions, le rôle des élus, comme si les désaccords avec le PC ou le PG justifiaient le refus de participer aux discussions ne serait-ce que pour rechercher un accord avec le NPA. Dans quelques régions des accords ont été possibles mais, le plus souvent, au prix de concessions qui amenuisent la contestation du système capitaliste que portent nos exigences y compris dans leur expression au niveau régional.

Notre projet politique, y compris au niveau des régions, s'organise autour d'un programme d'urgence sociale, démocratique, écologique face à la crise. Notre programme ne saurait se penser dans le simple cadre des « *compétences des régions* », c'est-à-dire une politique gestionnaire même de gauche. Le refus de participer à des majorités de gestion, qui a été la cause de la rupture des discussions nationales avec le Front de Gauche, s'accompagnait du refus de limiter notre programme au cadre des compétences des régions. Cela est d'autant plus vrai que les conseils régionaux sont nés d'une politique de décentralisation qui s'inscrit dans le cadre de l'Europe capitaliste. Que Sarkozy ait décidé leur liquidation n'en fait pas des institutions démocratiques mais simplement des institutions en sursis...

Quoiqu'il en soit, la discussion entre toutes les forces de gauche qui disent refuser de soumettre leur politique à celle d'adaptation du PS est nécessaire. Elle se poursuit et se poursuivra à travers la campagne comme à travers les luttes et les mobilisations. Les militants du NPA ont à cœur d'y porter une orientation fondée sur la conviction et l'expérience



---

que seule la conscience et l'action collectives du monde du travail, de la jeunesse, peuvent bouleverser les rapports de force. Les élections, comme le rôle des élus, sont d'œuvrer à la maturation de cette conscience.

## **Les régions dans le cadre de l'Europe de la concurrence libre et non faussée**

On ne peut dissocier la politique menée par les Régions de celle menée au sommet de l'Etat. Cela fait partie d'un tout obéissant à une même logique politique, d'un Etat et de collectivités territoriales qui s'empilent et se superposent, ayant chacune ses attributions, sa fiscalité, ses financements, ses rivalités, mais toutes dépendantes de l'Etat.

Le Parti socialiste s'insurge aujourd'hui contre la réforme des collectivités territoriales de Sarkozy et Balladur qui, sous couvert de simplification administrative, vise à soumettre un peu plus les régions et départements. En même temps, la suppression de la taxe professionnelle accroît les difficultés des collectivités et leur dépendance vis-à-vis de l'Etat.

Mais cette offensive n'est en rien contradictoire avec la politique de décentralisation dont se réclame aussi le Parti socialiste, elle en est même le complément. Cette politique, mise en œuvre par la droite et la gauche de Defferre à Raffarin, s'inscrit dans la préoccupation de l'Etat de se décharger d'une part croissante de ses dépenses. Elle obéit à des objectifs contraires aux intérêts de la population, augmentant la pression sur les collectivités locales en transférant pouvoirs et responsabilités sans les financements correspondants, les mettant en concurrence pour « attirer » les entreprises à coups de subventions toujours plus élevées. Une politique qui se traduit par le pillage des fonds publics par les intérêts privés et la remise en cause des acquis sociaux.

De par leur dépendance, leur mode de désignation fort peu démocratique, les conseils régionaux sont des relais institutionnels d'une politique hors du contrôle de la population et soumise aux intérêts des groupes financiers et des classes possédantes. Tout en étant le cadre de la distribution de divers avantages et de sinécures pour un personnel politique dispendieux, peu soucieux de l'intérêt général.

Autant dire qu'il n'est pas possible d'y mettre en œuvre une politique au service des classes populaires sans l'intervention de ces dernières pour changer les rapports de force, sans s'appuyer sur leur organisation démocratique, leur mobilisation. Et c'est bien à cela que nous prétendons en nous présentant dans ces élections : défendre les intérêts de la population jusqu'au sein du Conseil Régional, y faire entendre sa voix et ses droits, ses revendications, y relayer ses mobilisations pour tenter d'y imposer des mesures en sa faveur.

## **Pour une démocratie véritable, le droit de la population de décider et contrôler**

Du point de vue de la population, des salariés, la « décentralisation » nécessaire est celle qui pourrait leur assurer un plus grand contrôle sur l'ensemble des décisions concernant la vie économique et sociale, leur permettre de peser réellement et de participer aux choix budgétaires et fiscaux.

Une politique réellement au service de la population ne peut que s'inscrire dans la contestation des institutions mises en place dans le cadre de la V<sup>ème</sup> République et de l'Europe capitaliste. Ces institutions doivent être abrogées.

Nous revendiquons et militons pour la mise en place d'une véritable démocratie directe, vivante, tant au niveau des lieux de travail que des quartiers. Une démocratie permettant un véritable contrôle et un pouvoir de décision de la population, en particulier pour l'élaboration des budgets à l'échelon local et régional. Cela exige non seulement la proportionnelle intégrale à toutes les élections mais le droit de vote de tous, avec ou sans papiers, quelle que soit la nationalité, « l'identité » !

Cette démocratie ne peut que s'attacher à appeler chacun à participer à la chose publique, à la vie de la cité, de l'entreprise. Cela veut dire aussi agir en lien avec les organisations militantes, syndicales, associatives, que la population, les salariés se donnent.

## **Le bilan des conseils régionaux de gauche, ou l'échec d'une politique qui se plie à l'économie de marché**

Le Parti socialiste a beau mettre en avant le bilan de sa gestion régionale passée comme « bouclier social » face à la politique du gouvernement, il n'en a rien été.

Loin de représenter le « contre pouvoir » promis à la politique de la droite, le raz-de-marée électoral de 2004 en faveur du PS a plutôt instauré une forme de cohabitation où les régions gérées par la gauche ont accompagné et aggravé la politique menée par les gouvernements de droite successifs.

Action sociale, bâtiments scolaires, formation professionnelle, transports publics, les régions se sont vu confier des pans entiers de la politique publique qui a donné aux régions un argument supplémentaire pour « déléguer au privé » des missions qui appartenaient au public, faute de financements et de compensations de l'Etat.

Fondamentalement, rien ne distingue la politique menée par les majorités de gauche plurielle à la tête des régions et celle du gouvernement. C'est ainsi par exemple que les conseils régionaux dirigés par le PS s'inscrivent sans la moindre

---

réserve dans le cadre des objectifs de l'agenda de Lisbonne, visant à faire de l'économie européenne « *l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde* ». En font partie les pôles de compétitivité qui visent à mettre en coupe réglée, au service des besoins de recherche et de développement des industries « d'avenir » toutes les ressources d'un même territoire. C'est à cette logique qu'obéit l'autonomie des universités qui n'est rien d'autre que leur privatisation rampante.

Le programme du PS, décliné en dix propositions pour ces élections, est la continuation de cette même politique libérale. Des propositions qui ne constituent en rien un programme capable ne serait-ce que de limiter les dégâts causés par la crise et l'offensive patronale et gouvernementale contre les classes populaires. Création de 200 000 « contrats de continuité professionnelle » en six ans pour les salariés menacés ou victimes de licenciement dont on a du mal à voir la différence avec le Contrat de Transition professionnelle de Sarkozy, « création de fonds régionaux d'investissement », 300 000 « contrats d'accès à la qualification » pour les jeunes, toutes ces mesures se résument à utiliser les fonds publics pour accompagner les licenciements, aggraver la précarité des jeunes et continuer à financer comme jamais le patronat, sans exiger la moindre contrepartie en échange. « Le contrat socialiste pour nos régions » prévoit bien de demander platoniquement le « *remboursement des aides régionales pour les entreprises qui ne respectent pas leurs engagements en matière d'emploi* », rien n'est dit sur les engagements en question ou les moyens de contrôle.

Reste à voir si le PS bénéficiera comme en 2004 du rejet de la droite par les classes populaires et jusqu'où il devra composer avec le Modem et Europe Ecologie pour former des majorités de gestion. Mais il n'est pas sûr que la haine des classes populaires pour Sarkozy et l'UMP suffise ce coup-ci à garantir des majorités au PS.

La proposition de Ségolène Royal de faire alliance dès le premier tour avec le Modem aux régionales en Poitou-Charentes a certes été unanimement critiquée par les autres dirigeants du PS, il n'en reste pas moins que du côté de la direction socialiste, on se garde bien d'insulter l'avenir : « *D'abord on rassemble les siens, ensuite on rassemble la gauche et, enfin, on s'ouvre aux autres opposants à Nicolas Sarkozy, sans tabou* » rappelle Claude Bartelone.

### **« Vitaminer la gauche » ou l'impasse de la politique antilibérale**

Cette ouverture vers le centre, la soumission complète du PS à la logique du marché, décrédibilise et ruine la perspective du Front de Gauche de « *changer les rapports de force à gauche* » ou de « *vitaminer la gauche* » pour reprendre leur slogan de campagne.

L'accélération de l'évolution vers la droite du PS ainsi que l'urgence sociale à l'heure de la crise ont contribué au vote massif des militants du PCF en faveur de listes indépendantes de celui-ci. La direction du PCF a accompagné ce choix en adaptant sa politique d'union de la gauche pour ne pas laisser un espace politique trop important à l'influence grandissante de la gauche anticapitaliste. Mais si ces circonstances amènent le Front de Gauche à mener une campagne autonome du Parti Socialiste au premier tour dans 17 régions, contrairement à 2004, c'est toujours dans l'objectif de reconduire les accords de gestion actuels entre le PCF et le PS, capter les voix de la gauche radicale pour pouvoir négocier au mieux sa place dans une nouvelle union de la gauche à la tête des régions.

La gauche antilibérale dont l'objectif est de gouverner « à gauche » a besoin des sociaux-libéraux pour exister dans les institutions. Mais une alliance de gouvernement avec le PS ne peut se faire qu'au prix d'une capitulation politique complète, politique qui met à nu leurs intérêts d'appareils.

Le mot d'ordre lancé par Marie-George Buffet de « *constituer des majorités de gauche* » tout en conspuant l'attitude du NPA n'est en rien un engagement, une alliance favorable aux intérêts des classes populaires, mais simplement la volonté d'obtenir quelques strapontins, de préserver ce qui peut l'être des 185 postes de conseillers régionaux du PCF.

Entre une orientation pour le partage du pouvoir au sein des institutions ou pour les luttes, il y a un choix à faire. Un choix que les partis regroupés dans le Front de Gauche n'ont pas osé faire. C'est sur cette question, la nécessaire indépendance vis-à-vis du PS, assumer une orientation d'indépendance de classe, que les discussions unitaires ont achoppé, que le Front de Gauche a rompu avec le NPA.

A l'heure où la situation des classes populaires s'aggrave de façon dramatique, une alliance entre la gauche anticapitaliste et antilibérale pour porter les exigences des travailleurs et des classes populaires aurait pourtant contribué à renforcer la confiance, les capacités de résistance des salariés et de la jeunesse face aux effets dévastateurs de la crise. A condition bien sûr que cette alliance ne renonce pas par avance à combattre toutes les politiques libérales, à commencer par celles conduites par la gauche dans les régions.

C'est bien cette nécessité qui sera au cœur de la campagne du NPA.

Contrairement aux reproches que nous fait la gauche antilibérale, nous sommes prêts à assumer nos responsabilités. Les assumer, oui, mais pleinement. Ce qui veut dire que nous ne sommes pas prêts à brader nos idéaux, à tourner le dos aux aspirations populaires, à nos responsabilités d'écologistes radicaux, dans un gouvernement des régions dirigé par le PS et ses alliés. Il y a incompatibilité profonde, sauf à se renier, entre ceux qui subventionnent les lycées privées, les entreprises qui licencient, et ceux qui veulent mobiliser les fonds publics dans l'intérêt des salariés et de la population, ceux qui veulent gérer le système et ceux qui veulent rompre avec.

---

## **Dans les régions, comme sur les lieux de travail et les quartiers, refuser de faire les frais de leur crise**

A l'heure où le chômage continue de progresser, où un million de chômeurs supplémentaires ne seront plus indemnisés dans le courant de l'année, où les luttes pour les salaires se développent, il y a urgence à inverser le rapport de force.

La politique des classes dominantes face à la crise alimente les spéculations financières, les bonus des traders, au prix du chômage, de la récession, de déficits abyssaux qui seront le prétexte pour lancer une nouvelle offensive contre nos droits sociaux.

Il ne peut y avoir qu'une seule réponse à la crise, celle de la défense des intérêts des travailleurs et de la population, qui remet en cause la mainmise absolue des groupes financiers sur l'économie avec l'aide de l'Etat. Cette réponse s'appuie sur la mobilisation de la population, son contrôle sur la marche de l'économie et de la société.

C'est pourquoi notre projet pour les régions est indissociable d'un programme d'urgence sociale, démocratique, écologique face à la crise.

Face à la destruction de centaines de milliers d'emplois, il faut imposer l'interdiction des licenciements et réquisitionner les grandes entreprises qui licencient pour les placer en situation d'autogestion avec l'appui des pouvoirs publics, imposer l'arrêt des suppressions de postes dans les services publics, réduire le temps de travail sans perte de salaire, sans flexibilité ni annualisation jusqu'à résorption complète du chômage.

Contre la vie chère, imposer des augmentations uniformes des salaires, des pensions de retraite, des minima sociaux de 300 euros nets, le Smic à 1500 euros nets, minimum pour vivre, avec ou sans emploi, l'égalité salariale stricte entre les hommes et les femmes.

Retraite à taux plein pour toutes et tous à 60 ans maximum et 37,5 annuités de travail au plus, défense de la Sécurité sociale, retour au remboursement à 100 % des médicaments et des actes médicaux, arrêt des privatisations, retour sous contrôle public de la gestion de l'eau, des télécommunications, des transports, de tout le système éducatif et de santé, mise en place d'un grand service public de l'énergie pour se donner les moyens de lutter contre le réchauffement climatique en rompant avec le nucléaire et les énergies fossiles, en favorisant les économies d'énergie et les énergies renouvelables, mise en place d'un service public unique bancaire et de crédit se substituant aux banques privées, réforme radicale de la fiscalité pour frapper fort les profits, la spéculation, les fortunes et réduire à néant la TVA sur les produits de première nécessité, annulation de la taxe carbone... la mise en œuvre d'un tel programme et de telles mesures implique l'intervention directe des salariés, leur mobilisation pour imposer une autre répartition des richesses et dicter leur loi à la bourgeoisie.

Bien évidemment, les conseils régionaux n'ont pas les pouvoirs de contrecarrer les politiques décidées par les multinationales et le gouvernement qui plongent le pays dans un profond recul social, écologique, démocratique. Mais ils pourraient être le lieu de contre-pouvoirs ou au moins, dès aujourd'hui, devenir pour les partis qui ne se plient pas à la politique libérale, à la logique destructrice du capitalisme, un cadre de lutte politique pour la défense des intérêts des classes populaires, un point d'appui pour les mobilisations.

Un point d'appui, notamment pour exiger à l'échelle des régions, l'arrêt de toute subvention au secteur privé, aux entreprises, aux lycées privés, à la formation professionnelle contrôlée par le patronat, la mobilisation des fonds publics pour le développement du service public de formation professionnelle, les lycées publics, le développement des services publics de transports, pour densifier le réseau et rendre gratuits les déplacements, le refus de l'emploi précaire dans les collectivités territoriales et la titularisation des employés sous contrat précaire et augmentation des salaires.

Nos élus prendront toutes leurs responsabilités, consacreront leur force et leur énergie à faire entendre les exigences populaires au sein des conseils régionaux. Aussi et surtout à aider à l'organisation et à la mobilisation de la population pour ses droits, faire avancer la conscience qu'il est possible de contrecarrer la politique libérale, qu'il n'y a pas de fatalité mais que tous ensemble nous pouvons changer les choses.

## **Unir, regrouper autour des exigences du monde du travail**

Nous ne sommes pas des adeptes du tout ou rien et c'est bien parce que nous voulons faire avancer les choses, dès maintenant, que nous voulons garder notre liberté de parole, de vote et...d'action. Oui, il est possible dès maintenant de mettre un frein à l'offensive libérale, de résister, d'agir pour faire prévaloir l'intérêt général sur l'avidité égoïste et individualiste des possédants et des hommes politiques à leur service.

Et c'est pourquoi nous voulons préserver notre indépendance au sein des conseils régionaux tout en soutenant ce qui pourra être fait dans le cadre de cette institution et qui soit favorable aux plus démunis, aux travailleurs, aux classes populaires.

Agir collectivement pour mettre un frein aux attaques dont sont victimes les travailleurs ne peut se faire qu'en gardant toute sa liberté par rapport au système et ses institutions. On ne peut changer les choses progressivement de l'intérieur par une bonne gestion.

---

## **Un parti pour faire vivre la démocratie par en bas, pour le socialisme**

Transformer la société est un travail de longue haleine, qui passe par la prise en main par la population elle-même de ses propres intérêts. Cela suppose un progrès considérable, un développement sans précédent de la démocratie, de la solidarité, de la conscience collective.

Ce progrès humain, social, collectif est au cœur de notre programme, il se construit tous les jours sur les lieux de travail et dans les quartiers, dans nos syndicats et nos associations, à travers tous les aspects de la vie sociale.

Cœuvrer à ce progrès c'est, quant au fond, le projet de notre parti. Et cela suppose de n'avoir d'autre aspiration, d'autre ambition que ce progrès social, humain, collectif, en pleine conscience que le progrès individuel réel et profond ne peut pleinement se réaliser, s'épanouir que dans le cadre du progrès collectif.

Faire vivre cette démocratie par en bas, défendre l'intérêt collectif contre les intérêts privés des possédants, tout ce qui est public contre les droits de la propriété privé capitaliste, c'est cela le combat pour rompre avec le capitalisme, pour le socialisme.

Il est au cœur de la campagne du NPA, quel qu'en soit le cadre, une campagne de défense de nos idées, pour regrouper autour d'elles, une campagne pour l'unité des travailleurs, des classes populaires pour répondre à l'offensive du patronat et de la droite.

*Isabelle Ufferte, Raymond Adams, Yvan Lemaitre*

[Au sommaire](#)